

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE
NUMERIQUE ET DES POSTES**

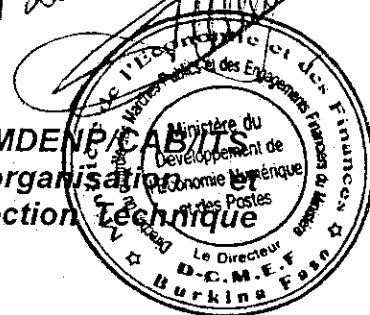
BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

CABINET

INSPECTION TECHNIQUE DES SERVICES

*Man CF N°044
du 06/12/2013*

Arrêté N°2013-0311/MDENP/CAB/ITS
portant attributions, organisation et
fonctionnement de l'Inspection Technique
des Services.



**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE
NUMERIQUE ET DES POSTES**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

Vu le Décret n°2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation type des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013 portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes ;

Sur proposition de l'Inspecteur général des services

ARRETE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1: En application des articles 8, 9, 10, 11,12 du Décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013 portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes, le présent décret fixe les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Inspection technique des services.

CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS

ARTICLE 2 : L'Inspection technique des services assure le suivi-conseil, le contrôle du fonctionnement des services, projets, programmes, veille à l'application de la politique du Département en matière du Développement de l'Economie Numérique et des Postes et en rend compte au Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes.

A ce titre, elle est chargée :

- de l'appui conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services, projets et programmes ;
- du contrôle de l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- de l'étude des réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes ;
- de la lutte contre la corruption.

En outre, l'Inspection technique des services mène, à la demande du Ministre ou sur initiative de l'Inspecteur général des services (IGS), toutes études, enquêtes et investigations tendant à rendre efficient le fonctionnement du Département.

ARTICLE 3 : Le pouvoir de contrôle et de vérification de l'Inspection technique des services s'exerce a priori et a posteriori sur :

- les structures centrales et/ou déconcentrées ;
- les structures rattachées ;

- les structures de mission ;
- les projets et programmes ;
- les établissements publics de l'Etat placés sous la tutelle technique du Ministère ;
- les sociétés d'Etat et les sociétés d'économie mixte placées sous la tutelle technique du Ministère.

L'Inspection dresse à cet effet des rapports de contrôle et de vérification à l'attention du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes.

CHAPITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 4 : L'Inspection technique des services est structurée ainsi qu'il suit :

- un Inspecteur général des services (IGS) ;
- une équipe de cinq (05) Inspecteurs techniques (IT) au maximum ;
- un secrétariat.

ARTICLE 5 : L'Inspecteur général des services anime et coordonne les activités de l'Inspection technique des services :

- il exécute et/ou fait exécuter les mandats que lui confie le Ministre, examine et parachève les rapports d'inspection qu'il transmet sous pli confidentiel à celui-ci ;
- il prend toute initiative et suggère au Ministre toute action qu'il juge utile à la bonne gestion du Département ;
- il répartit le travail et veille au respect des délais précisés dans les mandats délivrés par le Ministre ;
- il apporte, en cas de besoin, assistance à l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat (ASCE) et aux Inspections techniques des autres départements ministériels.

ARTICLE 6 : L'équipe des inspecteurs techniques assiste l'Inspecteur général des services dans l'exécution des mandats qui lui sont confiés.

A ce titre, elle est chargée :

6.1 En matière de gestion administrative, financière et comptable :

- de veiller au respect et à l'application des textes législatifs et réglementaires régissant l'Administration publique ;
- de veiller au respect des instructions et réglementations édictées par les autorités ;
- de procéder périodiquement au contrôle de la bonne exécution du budget du Ministère et des budgets des démembrements par des actions de contrôle comptable, financier et administratif ;
- de contrôler la situation des comptes bancaires ou des caisses des services centraux et extérieurs, des projets et programmes pour s'assurer de la régularité et de l'exactitude des écritures et des opérations financières réalisées de certaines dépenses ;
- d'apprécier la qualité du fonctionnement des services et proposer toutes mesures d'amélioration utiles ;
- d'auditer les marchés passés,
- de lutter contre la corruption au sein du Ministère.

6.2 En matière de suivi des projets et programmes :

- de vérifier l'exécution des projets, plans et programmes dans le domaine des technologies de l'information de la communication et des Postes ;
- de requérir les explications et justifications des retards d'exécution ou de non exécution des projets et programmes.

L'Inspecteur général des services reçoit pour examen et exploitation les ampliations des rapports d'inspection menées par les services de contrôle des structures rattachées.

ARTICLE 7 : L'inspection technique des services est ampliatrice de tout texte législatif ou réglementaire et de tout document élaboré par tout service du Département traitant des questions relatives au fonctionnement et aux performances du Ministère.

*

ARTICLE 8 : A la fin de chaque année, l'Inspecteur général des services adresse un rapport d'activités au Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes.

ARTICLE 9 : A l'exception des documents destinés au chef de l'Etat, au Chef du gouvernement, aux présidents d'institutions, aux membres du gouvernement, aux ambassadeurs et aux représentants des organisations internationales, l'Inspecteur général des services reçoit délégation de signature pour :

- les lettres de transmission et accusés de réception ;
- les ordres de mission à l'intérieur du pays du personnel de l'Inspection technique des services.

Dans tous les cas, la signature de l'Inspecteur général des services doit être précédée de la mention « Pour le Ministre et par délégation, l'Inspecteur général ».

ARTICLE 10 : Chaque inspecteur technique, selon ses compétences, s'acquitte avec objectivité et franchise des missions qui lui sont confiées.

Il fait diligence pour déposer son rapport dans les délais prescrits par le mandat. En cas d'impossibilité de respecter les délais, l'Inspecteur général des services juge des dispositions utiles à prendre.

Tout rapport doit formuler ou préciser les mesures correctives ou préventives nécessaires à l'amélioration du fonctionnement du service contrôlé.

ARTICLE 11 : Tout inspecteur technique en mission doit être muni d'un mandat précisant l'objet et le délai d'exécution de ladite mission. Le mandat est signé du Ministre ou par délégation de l'inspecteur général des services.

ARTICLE 12 : Les inspecteurs techniques en mission doivent agir avec courtoisie et discrétion. Ils doivent entretenir entre eux des rapports d'étroite collaboration.

X

ARTICLE 13 : Les inspecteurs techniques ne peuvent s'immiscer dans la gestion des services contrôlés ni se substituer aux autorités compétentes pour diriger, empêcher ou suspendre une activité.

Toutefois, lorsque des irrégularités graves sont constatées au cours d'une mission, l'Inspecteur technique, après s'être référé à ses supérieurs hiérarchiques, prend les mesures conservatoires idoines.

ARTICLE 14 : Les missions de contrôle et d'appui conseil s'effectuent par équipes de deux personnes au moins.

ARTICLE 15 : Les responsables des structures qui font l'objet d'un contrôle, de même que leurs collaborateurs, sont tenus de communiquer aux inspecteurs, tous documents ou toutes informations utiles à l'accomplissement de leur mission. Ils reçoivent une décharge signée des inspecteurs pour tous les documents que ceux-ci souhaitent emporter pour les besoins de leur mission.

ARTICLE 16 : Les inspecteurs techniques sont indépendants vis-à-vis des services qu'ils contrôlent.

ARTICLE 17 : Dans l'exercice de ses fonctions, l'Inspecteur technique rend compte à l'Inspecteur général des services. En cas de besoin, il peut faire réquisitionner par l'Inspecteur général des services, par le Haut commissaire ou toute autorité de Police judiciaire, tout agent dont la disponibilité est nécessaire pour sa mission.

ARTICLE 18 : L'Inspection technique des services dispose d'un secrétariat chargé :

- de réceptionner et traiter le courrier destiné à l'Inspection technique ;
- de traiter le courrier « départ » ;
- de saisir les documents élaborés par l'Inspecteur général des services et ses collaborateurs ;
- d'assurer l'approvisionnement régulier et la gestion des fournitures de bureau nécessaires au fonctionnement de l'Inspection technique ;

X

- de gérer le portefeuille des audiences de l'Inspecteur général des services ;
- de recevoir et transmettre les appels téléphoniques ;
- de classer et gérer le courrier et les archives de l'Inspection technique des services ;
- d'exécuter toute autre tâche confiée par l'Inspecteur général des services.

ARTICLE 19 : Le ou la secrétaire de l'Inspection technique des services est assisté(e) d'un agent de liaison chargé de la transmission du courrier et de la reproduction des documents.

En outre, l'inspection technique des services dispose de chauffeurs chargés de la conduite et de l'entretien des véhicules affectés.

CHAPITRE IV: **DISPOSITIONS FINALES**

ARTICLE 20 : En raison de la nature hautement confidentielle de la mission de l'Inspection technique des services, l'ensemble de son personnel est soumis au secret professionnel. Il est en outre attendu de ce personnel un comportement irréprochable, un respect strict des valeurs morales et une disponibilité permanente.

ARTICLE 21 : Les missions confiées à l'Inspection technique des services ne font pas obstacle aux contrôles et vérifications des différents corps de contrôle de l'Etat.

ARTICLE 22 : L'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat (ASCE) est ampliatrice des rapports de contrôle de l'Inspection technique des services du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes.

ARTICLE 23 : L'Inspecteur Général des Services et les Inspecteurs Techniques des Services sont nommés par décret pris en conseil des ministres sur proposition du Ministre du Développement de l'Economie



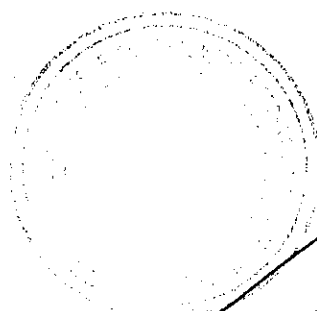
Numérique et des Postes. Ils sont choisis parmi les cadres supérieurs en raison de leur compétence technique et de leur moralité.

L'Inspecteur Général des Services relève directement du Ministre. Il est placé hors hiérarchie administrative.

ARTICLE 24 : Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de l'Arrêté n°2009-0006/MPTIC/ITS du 02 avril 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Inspection technique des services.

ARTICLE 25 : L'Inspecteur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 12 DEC 2013



AMPLIATIONS:

Original
Premier Ministère
CAB/MDENP
SG/MDENP
ASCE
SGG/CM
Toutes directions/MDENP
ITS
SONAPOST
J.O.
CHRONO/ARCHIVES

Pr. Jean KOULIDIATI

Officier de l'Ordre National